



Montreuil, le 19 janvier 2026

Partout en France, plus jamais ça : les urgences doivent vivre, pas survivre

Les deux décès survenus aux urgences du CHU de Rennes dans la nuit du 11 au 12 janvier ne sont pas un “accident”, ni une “fatalité hivernale” : ils sont le résultat direct d’années de politiques de casse de l’hôpital public. Ces drames, qui se produisent dans un service saturé, en plan blanc depuis plusieurs jours, avec des patient·e·s entassé·e·s sur des brancards et des équipes réduites à l’impossible, illustrent ce que vivent aujourd’hui des centaines de services d’urgences en France. Quand une aide soignante doit gérer près de trente patient·e·s, quand les infirmier·e·s courent d’un brancard à l’autre sans pouvoir assurer une surveillance minimale, quand les médecins eux mêmes alertent sur l’impossibilité de garantir la sécurité des soins, ce n’est plus un dysfonctionnement : c’est un système qui s’effondre, les morts ne sont plus évitables.

Partout sur le territoire, les urgences fonctionnent en mode dégradé permanent : fermetures nocturnes, régulations d’accès, heures d’attente interminables, lits d’aval introuvables, patients hospitalisés dans les couloirs, équipes épuisées et en sous effectif chronique. Les soignant·e·s ne “manquent pas d’organisation” : ils manquent de bras, de lits, de temps, de reconnaissance et de moyens. Pendant que les gouvernements successifs ferment des lits, suppriment des postes et imposent des réformes technocratiques déconnectées du terrain, les patient·e·s, eux, continuent d’arriver, toujours plus nombreux, toujours plus fragiles.

La CGT dénonce avec force l’hypocrisie des discours officiels qui, à chaque drame, promettent des “analyses”, des “retours d’expérience” ou des “plans d’action” sans jamais remettre en cause les politiques qui ont conduit à cette catastrophe sanitaire. Les soignant·e·s n’ont pas besoin de communication : ils ont besoin de renforts immédiats, de lits ouverts, de salaires décents, de conditions de travail dignes et d’un système de santé qui cesse de fonctionner comme une entreprise.

Nous exigeons un plan d’urgence national : réouverture massive de lits, recrutements pérennes dans toutes les catégories professionnelles, arrêt des fermetures de services, investissements massifs dans l’hôpital public et reconstruction d’une médecine de ville accessible. Tant que ces mesures ne seront pas prises, les drames se répéteront. Et nous refusons que les urgences deviennent un lieu où l’on meurt faute de moyens, faute de surveillance, faute de volonté politique.

La CGT appelle les professionnel·le·s, les usager·e·s et l’ensemble de la population à se mobiliser. Défendre l’hôpital public, c’est défendre un droit fondamental : celui d’être soigné·e en sécurité, dignement, quel que soit son âge, son revenu ou son lieu de vie. Nous ne laisserons pas l’hôpital mourir dans le silence.